

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne
Site de Guéret
Cité administrative - Bâtiment B1
17 place Bonnyaud
23000 Guéret**

Guéret, le 12 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 21/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEGO METAUX

ZA La Croisiere
23300 Saint-Maurice-La-Souterraine

Références : 2025-03-12 UiD232025-021r georisques
Code AIOT : 0003105949

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2025 dans l'établissement NEGO METAUX implanté LA CROISIERE 23300 SAINT-MAURICE-LA-SOUTERRAINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEGO METAUX
- LA CROISIERE 23300 SAINT-MAURICE-LA-SOUTERRAINE
- Code AIOT : 0003105949
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il a été procédé le 9 octobre 2024 à une inspection sur la commune de Saint-Maurice-la-Souterraine d'un dépôt de déchets dangereux, détenu par la société NEGO METAUX. Il est apparu que la société détenait ce dépôt sans avoir bénéficié d'une autorisation préfectorale ad hoc.

L'arrêté préfectoral du 20 janvier 2025 a mis l'exploitant en demeure de régulariser la situation administrative de ses installations. L'inspection du 21 février 2025 s'est inscrite dans un cadre de

vérification de la bonne application des prescriptions de l'arrêté préfectoral précité.

Thèmes de l'inspection :

- Autre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-66-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Vu les constats établis au jour de l'inspection du 21 février 2025, il apparaît que la société a satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 janvier 2025, dans la mesure où cette activité de stockage de déchets dangereux n'est plus exercée. En ce sens, l'Inspection propose d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il avait cessé son activité de dépôt, transit et regroupement de déchets de métaux, soumise à déclaration ICPE au titre de la rubrique n° 2713. Dans ces conditions, il y a lieu d'effectuer la cessation d'activité conformément à l'article R. 512-66-1 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, -
<p>Prescription contrôlée : La société NEGO-METAUX SAS est mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'installation de transit de déchets dangereux qu'elle détient en ZA Parc de La Croisière sur la commune de Saint-Maurice-la-Souterraine sur la parcelle cadastrée n° 339 section ZY :</p> <ul style="list-style-type: none"> <u>soit</u> en déposant un dossier de demande d'autorisation ICPE constitué et renseigné conformément au Code de l'environnement. Délai maximal : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté; <u>soit</u> en évacuant les déchets dangereux selon des filières réglementaires adaptées et autorisées, et en procédant à la remise en état du site conformément aux dispositions de l'article L. 512-7-6 du Code de l'environnement. Délai maximal : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<p>Constats : Il apparaît que l'exploitant a fait évacuer et éliminer les déchets dangereux (10 tonnes de batteries usagées). Un justificatif a pu être produit. Il est à noter que l'exploitant a cessé son activité sur le site.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
N° 2 : Cessation d'activité
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-66-1
Thème(s) : Situation administrative, -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.</p> <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV. - L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation est achevée, l'exploitant en informe par écrit le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué que l'installation a cessé son activité de dépôt, transit et regroupement de déchets de métaux, soumise à déclaration ICPE au titre de la rubrique n° 2713. Dans ces conditions, il y a lieu d'effectuer la cessation d'activité conformément à l'article R. 512-66-1 du Code de l'environnement.</p> <p>La notification de cessation doit être transmise à la Préfecture (via téléprocédure) en intégrant les mesures de mise en sécurité déjà prises et/ou prévues.</p> <p>L'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 sera également à transmettre. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>Sur place, il a été constaté que les déchets ont été évacués. Le site est correctement nettoyé. Le séparateur à hydrocarbures est à vidanger dans un délai maximal d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

